

- d'élaborer les textes législatifs et réglementaires, de contribuer à l'élaboration des normes relatives à l'hôtellerie et au tourisme et d'assurer le contrôle de leur application ;

- de participer à l'élaboration de la politique d'aménagement, de sécurisation, de protection et d'équipement des sites, monuments et zones d'intérêt touristique ;

- d'élaborer et suivre les dossiers de coopération dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme ;

- de suivre et mettre en œuvre les politiques communautaires en matière de tourisme et d'hôtellerie ;

- de développer des partenariats avec les collectivités décentralisées.

ARTICLE 3 : La Direction nationale du Tourisme et de l'Hôtellerie est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres.

ARTICLE 4 : Un décret pris en Conseil des ministres fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction nationale du Tourisme et de l'Hôtellerie.

ARTICLE 5 : La présente loi abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment la Loi n°95-059 du 02 août 1995 portant création de l'Office malien du Tourisme et de l'Hôtellerie.

Bamako, le 19 septembre 2014

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

ORDONNANCES

ORDONNANCE N°2014-008/P-RM DU 05 SEPTEMBRE 2014 AUTORISANT LA RATIFICATION DE L'ACCORD D'ISTISNA'A SIGNE A DJEDDAH (ARABIE SAOUDITE), LE 26 JUIN 2014, ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI ET LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT (BID) EN VUE DU FINANCEMENT DU PROJET BID-UEMOA D'HYDRAULIQUE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-038 du 17 juillet 2014 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;

Vu le Décret n° 2014-0250/P-RM du 05 avril 2014 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n° 2014-0257/P-RM du 11 avril 2014, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n° 2014-0392/P-RM du 30 mai 2014 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

La Cour Suprême entendue,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

ORDONNE :

ARTICLE 1^{er} : Est autorisée la ratification de l'Accord d'Istisna'a d'un montant provisoire de seize millions quatre cent quatre-vingt-dix mille soixante trois Dollars américains (16.490.063), signé à Djeddah, le 26 juin 2014 entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Islamique de Développement (BID) en vue du financement du projet BID-UEMOA d'Hydraulique et d'Assainissement en Milieu Rural.

ARTICLE 2 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

Bamako, le 5 septembre 2014

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,
Moussa MARA**

**Le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale,
Abdoulaye DIOP**

**Le ministre du Développement rural,
ministre de l'Environnement, de l'Eau
et de l'Assainissement par intérim,
Bokary TRETA**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

ORDONNANCE N° 2014-009/P-RM DU 05 SEPTEMBRE 2014 MODIFIANT L'ORDONNANCE N°05-012/P-RM DU 17 MARS 2005 PORTANT CREATION DE L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD- MALI

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°90-110 du 18 octobre 1990 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements Publics à caractère Administratif ;

Vu l'Ordonnance n°05-012/P-RM du 17 mars 2005 portant création de l'Agence de Développement du Nord-Mali ;
Vu la Loi n°2014-038 du 17 juillet 2014 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;
Vu le Décret n°2014-0250/P-RM du 05 avril 2014 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2014-0257/P-RM du 11 avril 2014, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

La Cour Suprême entendue

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

ORDONNE :

ARTICLE UNIQUE : Dans les articles 1, 3, 4, 5 et 6 le groupe de mot Agence de Développement du Nord-Mali (ADN) est remplacé par Agence de Développement du Nord du Mali (ADNM).

Bamako, le 5 septembre 2014

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,
Moussa MARA**

**Le ministre de la Solidarité, de l'Action
humanitaire et de la Reconstruction du Nord,
Hamadou KONATE**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Madame BOUARE Fily CISSOKO**

**Le ministre de la Décentralisation et de la Ville,
Ousmane SY**

**Le ministre du Travail, de la Fonction
publique et des Relations avec les Institutions,
Bocar Moussa DIARRA**

**ORDONNANCE N°2014-010/P-RM DU 01 OCTOBRE
2014 AUTORISANT LA RATIFICATION DU TRAITE
DE MARRAKECH VISANT A FACILITER L'ACCES
DES AVEUGLES, DES DEFICIENTS VISUELS ET
DES PERSONNES AYANT D'AUTRES
DIFFICULTES DE LECTURE DES TEXTES
IMPRIMES AUX ŒUVRES PUBLIEES, ADOPTE A
MARRAKECH, LE 27 JUIN 2013**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-038 du 17 juillet 2014 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;
Vu le Décret n°2014-0250/P-RM du 05 avril 2014 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2014-0257/P-RM du 11 avril 2014, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le Décret n°2014-0392/P-RM du 30 mai 2014 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

La Cour Suprême entendue,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

ORDONNE :

ARTICLE 1^{er} : Est autorisée la ratification du Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture de textes imprimés aux œuvres publiées, adopté à Marrakech, le 27 juin 2013.

ARTICLE 2 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

Bamako, le 1^{er} octobre 2014

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,
Moussa MARA**

**Le ministre de la Défense et des Anciens combattants,
ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration
africaine et de la Coopération internationale
par intérim,
Bah N'DAW**

**Le ministre de l'Industrie
et de la Promotion
des Investissements,
Moustapha BEN BARKA**

**Le ministre de la Santé
et de l'Hygiène publique,
ministre de la Solidarité, de l'Action humanitaire
et de la Reconstruction du Nord par intérim,
Ousmane KONE**

**Le ministre des Affaires religieuses
et du Culte,
ministre de la Culture par intérim,
Thierno Amadou Omar Hass DIALLO**